

## DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL du 13 mai 2022

Monsieur le Président,

Le deuxième tour de l'élection présidentielle a donc livré son verdict. Le taux d'abstention, en forte augmentation, montre une nouvelle fois le désarroi et le découragement d'une grande partie de la population face aux politiques proposées.

Ce triste résultat vient en résonance avec un résultat plus triste encore : le score historique de l'extrême droite, terrible anomalie de notre paysage politique. Ce score se nourrit des politiques libérales menées depuis 30 ans qui engendrent de plus en plus de laissés pour compte, qui assassinent les services publics, ciment de notre société.

Face à cette alternative, Solidaires Finances Publiques réaffirme ses valeurs et milite pour une transformation de la société, pour plus de justice et d'égalité fiscale et sociale, de partage, de solidarité et de paix.

Cette campagne présidentielle a été l'occasion par ailleurs, pour Solidaires Finances Publiques, de dresser en fin de mandature, son traditionnel bilan de la politique fiscale du quinquennat afin d'engager un débat public sur les conséquences des mesures les plus emblématiques que Monsieur Macron et son gouvernement ont fait adopter.

Pendant ces 5 dernières années, les politiques fiscales et sociales ont affaibli les services publics et remis en cause les droits sociaux et garanties des salariés.

- La politique économique et sociale menée a érodé les recettes publiques. 60 milliards d'euros de suppression ou de réduction structurelles d'impôts par an ont été accordés pendant le quinquennat au nom de la compétitivité des entreprises, du pouvoir d'achat à commencer par celui des plus riches.
- Aucune revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires.

- Les réformes fiscales menées ont eu pour finalité de remettre en cause la fonction redistributive de l'impôt et ont ainsi aggravé les inégalités.
- Le démantèlement des services publics s'est accéléré avec entre autres la dématérialisation forcée et l'éloignement physique de ces services.
- Les mécanismes de protection sociale tels que la sécurité sociale ou l'assurance chômage ont été affaiblis.
- Les droits des salariés et les garanties du Code du travail ont été une nouvelle fois remis en cause.

Et pendant ce temps-là, l'État dépense un pognon de dingue au profit de cabinets de conseil et d'audits lobbyistes... dont certains s'affranchissent même de leurs obligations fiscales.

Pour Solidaires Finances Publiques, c'est bien dans l'unité qu'il faut afficher nos aspirations à un changement de politique au service de l'intérêt général et du progrès social pour toutes et tous.

Vous allez nous présenter aujourd'hui, soit pour information, le bilan forcément magnifique à vos yeux des dernières mises en place du sombre «projet Nouveau Réseau de Proximité (NRP)» (SIE Sud Vaucluse, SIP Sud Vaucluse, SIP Est Vaucluse), soit pour vote les futures opérations à venir en 2022 (SGC Montoux et SGC Pertuis). Au-delà de la destruction du service public de proximité tel qu'on le défend, nous avons choisi d'attirer votre attention sur les conséquences de ces restructurations, qu'elles soient déjà mises en place ou simplement programmées sur les conditions de travail et plus particulièrement les risques psycho-sociaux des agents touchés par ces réformes.

Monsieur le Président, vous avez peut-être pris connaissance de l'enquête de France 3 Bretagne publiée la semaine dernière sur le site internet de la chaîne ?

Cette enquête, comporte un titre particulièrement révélateur: « Malaise aux impôts: dans les centres des Finances Publiques, l'humain perd du terrain ». Toutes les conséquences néfastes et désastreuses liées à la mise en place du NRP y sont recensées, au même titre que le cynisme dont font preuve les dirigeants de notre administration. Le premier d'entre eux, le Directeur Général, pour sa part, n'a même pas jugé utile de répondre aux sollicitations des journalistes...

Cette enquête a également le mérite de révéler la véritable raison de la mise en place du NRP : d'après les informations issues des contrats passés par la DGFIP avec le Fonds pour la Transformation de l'Action Publique (FTAP), dans le cadre du « Grand Plan d'Investissement», le projet représenterait au bas mot

une économie de plusieurs centaines d'équivalents temps plein à l'échelle nationale d'ici 2023 !!! Est-ce réellement une surprise ?

Ce malaise ambiant est malheureusement bien présent à la DDFIP de Vaucluse : en effet, alors que la campagne des vœux pour les mouvements locaux est ouverte suite à la parution de l'ensemble des mouvements nationaux, force est de constater au travers de nos visites de services ou au travers des sollicitations reçues, que l'incertitude de l'avenir professionnel et le désarroi psychologique des agents concernés ou bientôt concernés par des opérations de réorganisation sont très, voire trop, développés et nous vous le disons, très solennellement, ce n'est pas acceptable !!!

En effet, par exemple, des agents qui sont contraints et forcés d'avoir à faire une demande de mutation locale sont désespérés face aux choix par défaut qui leur sont demandés : ils en arrivent à douter de tout et même se refuser à demander une affectation sur leur service actuel quand celui-ci devient une antenne dite pérenne ou provisoire au motif que, selon eux, cette antenne est appelée à disparaître très rapidement.

Et ce n'est pas votre réponse aux pétitions des agents du PCE et du PCRП suite à votre annonce froide du 1<sup>er</sup> février dernier de les regrouper sur un seul site, qui va nous rassurer, nous vous citons : « tous les retours sur le fonctionnement des services multi-sites, dans un contexte du développement du télétravail, soulignent le caractère peu opérant de ce type d'organisation et des lourdeurs de gestion qu'il induit tant pour le management que pour les équipes qui manquent de cohésion. » Comment voulez-vous que des agents touchés par une réorganisation qu'ils n'ont pas demandée puissent faire sereinement un choix et se projeter dans leur avenir professionnel alors qu'ils savent qu'ils vont être installés sur un siège éjectable ?

Par ailleurs, votre volte-face dans la réponse faite plus spécifiquement à la pétition des agents du PCE (pour mémoire, au 01/02, les agents du PCE sur Avignon iront à Carpentras en 2023 et le 02/05, finalement ce sont les agents du PCE à Carpentras qui iront à Avignon... et nous y reviendrons en séance) marque, au-delà d'une simple réponse par mail, votre mépris et votre manque de considération à l'égard de ces agents.

Par votre attitude à vouloir mettre en œuvre des réorganisations quoi qu'il en coûte sans, au final, véritablement se soucier des conditions de travail des agents concernés (surtout au niveau des RPS), vous avez clairement rompu la confiance entre vous et les agents du PCE et vous envoyez un très mauvais signal à tous les autres agents de la DDFIP de Vaucluse. Vous montrez que personne n'est à l'abri d'une réforme, fût-elle absurde.

Monsieur le Président, tout ne va pas bien dans notre département !

Et nous n'aimerions pas avoir à vous dire prochainement, rien ne va plus !!!